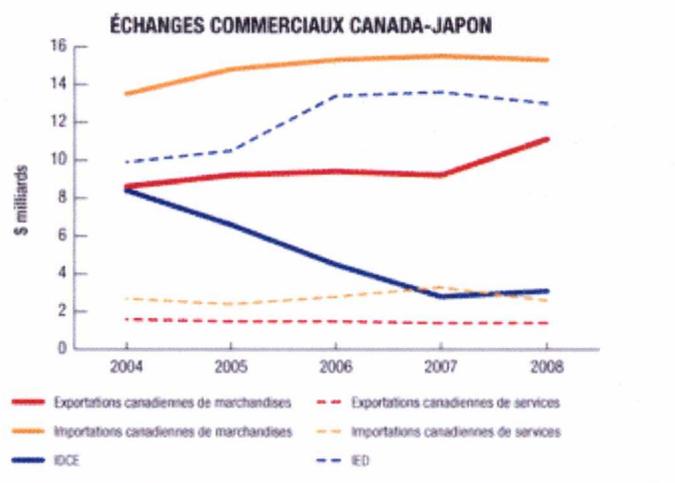


dans des comptes courants, offrant ainsi des débouchés pour les fournisseurs de services financiers. Le Japon demeure donc un marché potentiel attirant, même en période de ralentissement économique mondial.

La complexité du marché japonais et son milieu de la réglementation font partie des obstacles à surmonter pour les entreprises canadiennes. Trouver des moyens de pénétrer les liens très étroits qui existent entre les cadres et les chefs d'entreprises japonais peut prendre beaucoup de temps, surtout si l'on tient compte des obstacles linguistiques et culturels. La crise économique et financière actuelle a aggravé ces problèmes. En outre, toute une série de barrières tarifaires et non tarifaires continuent de limiter le commerce de nombreux produits agroalimentaires et forestiers. Les barrières non tarifaires ont des conséquences sur certains produits manufacturés, notamment dans les secteurs de l'automobile, de la défense, des sciences de la vie, et de la technologie de l'information et des communications.



- Si vous souhaitez faire une recherche sur des obstacles au commerce et à l'investissement propres à ce marché, veuillez utiliser la base de données suivante : [Base de données du RCAMI sur les obstacles au commerce sur les marchés étrangers](#).

## Réalisations en matière d'accès au marché

- Inauguration en novembre 2008 du « Dialogue sur le commerce et l'investissement » visant à échanger des points de vue sur des questions de politique commerciale et de coopération en matière de réglementation, sur des moyens de promouvoir un contexte commercial favorable et sur le renforcement des relations économiques entre les deux pays.

## Plans et priorités en matière d'accès au marché

- Pour donner suite à la réunion annuelle du Comité économique mixte de décembre 2008, envisager des moyens d'améliorer la coopération sur les techniques d'énergie écologique et les matériaux de pointe, et de renforcer la coopération en matière d'innovation et de commercialisation.
- Obtenir l'accès pour tous les produits canadiens du bœuf, fondé sur la désignation du Canada par l'Organisation mondiale de la santé animale comme pays à risque maîtrisé à l'égard de l'ESB.
- Insister pour obtenir une réduction des taxes sur les huiles végétales (principalement le canola), les aliments transformés, la viande rouge, le poisson, les produits de la forêt, les métaux non ferreux et les chaussures en cuir.

<sup>1</sup>[http://www.oecd.org/document/26/0,3343,fr\\_2649\\_201185\\_37770587\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/26/0,3343,fr_2649_201185_37770587_1_1_1_1,00.html)